L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: Rue de Chartres, No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 27 AVRIL 1866. Entre les rues Bienville et Conti.

G. F. WEISSE & Cie.
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.
NOUVELLE-ORLEANS.
VENDREDI MATIN, 27 AVRIL.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.
Pour les détails de l'heure, voir aux annonces.

Par le Shériff.—A la Bourse des Négociants et des Rues Carondelet, une belle maison de résidence en briques, à un étage, propre à être occupée, rue Canal, près la rue Bourbon, mesurant 50 pieds de façade sur 120 de profondeur.

Par B. E. Murphy.—A l'entrepôt Henry, rue Fulton, entre Peydras et Lafayette, 127 barils whisky.

Par S. Orlando.—A son bureau d'encans, modèles, magasin, nouveaux pour bijouterie, etc.

Par R. Cottenet.—A sa salle d'encans, marchandises diverses, meubles, &c.

Par Montgomery & Bro.—A leur salle d'encans, grande variété d'assortiments de marchandises sèches, habillements, chaussures, chemises, chapeaux, &c.

Par Soniat Dufossat.—A sa salle d'encans, grande variété d'assortiments de marchandises sèches, habillements, bijouterie, &c.

Par C. Lévesque.—Le 30 de la rue de Chartres, meubles, literie, glaces, tableaux, etc.

Par Hoffman & Martin, au No 62 de la rue de Chartres, meubles modernes, ameublements, marchandises, vins, liqueurs, épicerie & comestibles.

Par Bellanger & Co., au magasin, à deux étages, Gravier, près, No. 9 Poydras par le shériff.

Même opération, même position sur la vente de l'autre part, qui aura lieu aujourd'hui, à midi, à la Bourse des Négociants et des Commerçants, rue Royale, par le ministère du shériff, d'une belle maison de résidence en briques, à deux étages, magasin, &c., située rue Canal, près la rue Bourbon, et mesurant sous la même dimension Shériff. Voir aux annonces.

Un des Besoins de la Ville.

Nous appelons l'attention du Conseil municipal sur les faits suivants: Le recorder Abern a déjà rendu au Trésor de la ville, la somme de $1,200, pour amendes collectées par lui, depuis un mois seulement qu'il est entré dans l'exercice de sa place, bien qu'il ne reproduise qu'un seul district, et son prédécesseur qui exerçait les fonctions de magistrat de police pour deux districts, le Premier et le Quatrième, n'avait remis, pour les quatre dernier mois, que $2,275. Ainsi, les recettes faites par M. Abern ont été près de quatre fois plus fortes, ce dans la ville a profité dans la même proportion.

Nous ne prétendons pas inférer de là que les recettes faites par le prédécesseur de M. Abern n'étaient pas été déposées au Trésor de la ville, mais il nous sera permis de trouver étrange que les amendes collectées sur les malfaiteurs de deux districts n'aient rendu que le quart de ce qu'un seul district a donné sous un autre magistrat.

Nous n'ignorons pas qu'il est permis à un recorder d'infliger des peines plus ou moins sévères jusqu'à une certaine limite, soit pour les faits soit pour l'emprisonnement, et que la loi lui laisse toujours la faculté, excepté quand il y a mauvaise intention. La Cour criminelle, de priver la complaisance de l'alternative de l'amende ou de la prison. Mais à supposer que la moyenne des amendes prévues soit un peu plus forte dans le district de M. Abern que dans celui de M. Abern ait prononcé plutôt pour la prison que pour l'amende, dans l'application de la pénalité, il n'a pas été cependant s'écarter assez des usages correctionnels de ces cours de police pour réduire au chiffre que nous avons mentionné la somme des amendes prévues sous sa juridiction. Qu'il y ait une différence de 25, de 50 même de 100 pour cent, nous l'admettons encore, mais une différence de trois cents pour cent, c'est trop fort pour n'être pas notoire, voilà ce qu'il est difficile de comprendre, sans invoquer des raisons en faveur des prévenus de la Cour. Ces raisons ne pourraient être que la mystification des délits de recorder de police correctionnelle est l'autorité de la police municipale qui a certainement augmenté leur besogne plus de 50, même de 100 pour cent, depuis que nous l'avons entendue, c'est encore développée, et que son talent s'est perfectionné d'une façon remarquable. Elle peut compter sur un tel concours ne connaît de la part de tel autre qui l'est applaudie et encouragée dans ses débuts.

LE CHEMIN DE FER DES OPELOUSAS.—On verra aux annonces qui les travaux du chemin de fer des Opelousas et des transportés aux No 20 rue du Canal, près de Wadle Levée.

GRAND CONCERT VOCAL ET INSTRUMENTAL.—Le lundi prochain, 30 avril, les dames de la Nouvelle-Orléans donneront, dans la Salle des Odd Fellows, une grand concert au profit des pauvres, et des orphelins que la guerre a laissés sans appui. De la manière qu'il s'agit de connaître de noble but, on peut être certain que le programme sera choisi et de l'exécution parfaite. Les billets sont maintenant en vente à $1 chacun.

Mlle Léonard pour avoir accepté de tenir Georgiana Levy comme baptême, n'avait déjà beaucoup à se louer de cette dernière; elle vient de recevoir $20 d'argent en 20 jours d'emprisonnement.

Antoine Collier pour avoir battu sa femme, Mary A. Gonzales, a été condamné à payer $ 5 d'amende ou à passer 5 jours à la prison.

Joseph Charley, b. d. a., a été convaincu pour avoir vendu des liqueurs fortes à Hélène Longworth à des heures prohibées; il paiera dans cet il restera tout le temps que Léon voudra. Cette affaire est faite.

Un nommé Léon Tournois a donné comme garantie pour répondre à l'accusation de vol, une montre quelconque.

Ocean ne reconnaît. Alexis John Campbell, un jeune homme de 18 ans, qui a été condamné à payer $50 d'amende ou à passer 30 jours à la prison, a déclaré à la police, en présence de son père, qu'il n'a pas les moyens de payer l'amende, et qu'il préfère aller en prison. Il a été conduit à la prison.

Jacques Bonnet, b. d. a., a été condamné à payer $50 d'amende ou à passer 30 jours à la prison, pour avoir vendu des liqueurs fortes à des heures prohibées. Il a déclaré qu'il n'a pas les moyens de payer l'amende, et qu'il préfère aller en prison. Il a été conduit à la prison.

Jules Lavrin, b. d. a., a été condamné à payer $50 d'amende ou à passer 30 jours à la prison, pour avoir vendu des liqueurs fortes à des heures prohibées. Il a déclaré qu'il n'a pas les moyens de payer l'amende, et qu'il préfère aller en prison. Il a été conduit à la prison.

Pour Louisville. — *Bateau régulier.* — Le splendide bateau à vapeur INDIANA, dont les mâtres et bateliers installés, partira dès ce jour régulier, mais non marchandises et passagers d'ici pour Louisville et les points intermédiaires vers la 2 mai prochain, à 5 heures du soir. L'*Indiana* est un steamer rapide et sûr, commandé par le capitaine J. S. Neal qui joint une grande prudence à une habileté consommée. Pour voir le plan du bateau et retenir des chambres s'adresser à MM. Martin, Dolhonde & Cobb, agents, 37, rue Natchez.

CIGARES DE LA HAVANE.—Ceux qui tiennent à faire emplette de bons cigares de la Havane trouveront chez M. J. M. FERNANDEZ, rue du Canal, No 66, un des plus beaux assortiments de cigares de la Havane qui aient été importés ici. Dans le haut assortiment se trouvent toutes les marques célèbres de l'île de Cuba avec toutes les quantités désirables. Voyez l'annonce.

Théâtre de l'Opéra.

La représentation d'hier soir a dignement clos la saison théâtrale. On peut dire que pour le premier hiver qui a suivi la conclusion de la paix, l'Opéra a été bien occupé. Les représentations dramatiques de la troupe allemande, qui a eu l'honneur de la récréation de la salle, nous venues se mêler les représentations lyriques de la troupe italienne de Max Strakosch, troupe qui, en dépit de la médiocrité de quelques sujets, a presque toujours fait salle comble. Enfin, après trente-deux soirées pendant lesquelles quinze à dix-huit opéras différents ont été entendus, nous avons eu une troisième de représentation dramatique, par la troupe de M. Marpolin Albaiza, qui n'a pas joué moins d'une trentaine de drames, de comédies, d'opérettes et de vaudevilles. Ce n'est pas, comme on le voit, la variété qui a manqué aux amateurs de spectacle.

Le public orléanais, affamé de distractions, s'est montré bon prince. Il a particulièrement encouragé les deux troupes avec une libéralité, une sympathie dramatique et une indulgence dont les artistes ne trouveront guère l'équivalent ailleurs. Il a été si heureux de montrer aussi indulgent que le public. Elle n'a pas cru devoir gâter cet heureux effet par une sévérité intempestive la lune de miel théâtrale que nous valais la paix. Elle a donc approuvé le talent chez les uns, les bonnes intentions chez les autres, le zèle et le bon vouloir chez tous. Les artistes ont recueilli beaucoup d'applaudissements, et la raison de la direction a fait bonne recette.

La générosité du public n'aura pas été perdue. Toute bonne action mérite sa récompense, le public aura la sienne. Au lieu d'être vendu, comme cela était annoncé, l'Opéra reste entre les mains des compagnies d'assurances qui le maintiendront dans sa destination première.

Cette belle salle qui a coûté, paraît-il, aux actionnaires, ne risque donc pas d'être transformée en boutique foraine, en magasin de vêtements confectionnés, en maison de rapport, en hôtel, oh on nous ne savons quoi. Elle reste Opéra français, c'est-à-dire une institution dont la Nouvelle-Orléans a toujours eu le droit d'être fière; et, de plus, le siège de cette institution nous a été si aimable de rappeler à notre souvenir, comme une protestation contre cette séparation fraternelle qui entraîne tant de magasins vers la rue du Canal. Un double remerciement qui donc dû aux esprits libéraux qui ont fait la bonne pensée de sauver l'Opéra et aux Opéra, de vieilles traditions chères à l'ancienne population louisianaise.

Nous avons déjà dit que M. Marpolin Albaiza, directeur de la troupe dramatique de cette saison, encouragé par l'empressement avec lequel le public se portait à ses représentations, avait pris le salle à bail, pour deux années, en s'engageant à amener, à chaque saison, une troupe complète de grand opéra et une troupe dramatique. La location des loges pour la saison prochaine a été des plus satisfaisantes, et le nouveau directeur peut maintenant compter sur de belles recettes, il peut compter.

Le public orléanais est en droit d'attendre de M. Albaiza une exécution loyale des promesses qui lui ont valu, d'une part, la concession de la salle par les propriétaires, de l'autre la location rapide des loges par des souscripteurs empressés, et nous avons le ferme espoir qu'il fera tous les efforts pour répondre à l'intérêt et à la confiance qui maintenant l'Opéra français à la Nouvelle-Orléans à la hauteur de l'ancienne réputation. Nos correspondances particulières annoncent que les grands établissements industriels sont en activité pour leurs carrières, obligés de s'ouvrir dans la landwehr.

Les nouvelles d'Italie sont contradictoires: les unes disent que les hostilités avec les forces ordinaires auraient prises, d'autres affirment le contraire, que tous les mouvements de troupes n'ont pour but que de faire peser l'influence française à la dignité de son corps. Il n'a aussi de violer l'ordre, le décorum et la dignité, sans que la patience n'ait plus désormais une vertu. Il n'est pas nouveau de faire peser sur quelques-uns la responsabilité d'une condamnation plus sévère! Loin de se réformer et de s'amender, il s'a fait que se dégrader de plus en plus, jusqu'à ce que, n'ayant plus de caractère à maintenir, il ait cessé sans la haute de ce matin.

M. Johnson.—Il vaudrait mieux ne pas pouvoir suivre une discussion de ce genre.

M. McDougall. — Je veux qu'elle continue, moi.

M. Johnson.—A votre aise.

M. Conness.—J'ai fini mes remarques sur mon collègue: je regrette profondément qu'elles aient des inconvénients, mais je pouvais dire mieux à la suite de la provocation dont j'ai été l'objet.

M. McDougall.—Je ne servirai d'un langage plus convenable que mon collègue, dont je ne parlerai pas comme d'un séducteur sobre, mais superficiellement insolent. Voilà une petite histoire qui va bien au cas actuel! C'est celle d'un individu nommé Pettigrew, de la Caroline du Sud, qui avait gagné un procès contre une famille; un membre belligérant de cette famille le rencontra un jour, et marchant à lui, il lui dit: «Vous êtes un sacré menteur.» Pettigrew ne fit pas attention, et continua de marcher. «Vous êtes une sacrée canaille (de Dieu.)» Pettigrew ne fit pas attention, et l'autre dit: «Pettigrew, vous êtes un sacré fils de p....., mon d..... I....» (*Note.*—M. McDougall a dit les mots précédents en toutes lettres, et l'on sait qu'il sont encore plus ignobles, s'il est possible, en anglais qu'en français. La sténographie n'a pas été plus chaste que le sénateur californien, et a reproduit textuellement ces expressions, qu'il s'abstient dans les colonnes de nos correspondances.)

Le président.—De pareilles histoires, dans un tel langage, ne doivent pas être répétées devant le sénat.

M. McDougall.—Je me doute à moi-même de faire quelques remarques. Quand j'ai été élu sénateur, c'est mon seul mérite qui m'a fait passer, et, et aussi parce que j'étais reconnu une électeur bien protégé dans le débat.

Le président.—Je m'efforcerai toujours de protéger les sénateurs dans la discussion.

M. McDougall.—Je désire connaître un point d'ordre. Mon collègue a fait une allégation qui m'est personnelle, en ce qui est un point de fait. Puisqu'il a fait une assertion mensongère, il est strictement parlementaire que j'aie le droit de déclarer cette assertion un mensonge et de rappeler le sénateur à l'ordre.

M. Sumner.—Mon avis est que l'orateur ne peut avoir l'autorisation de continuer; il arrive à une discussion.

M. McDougall.—C'est un point d'ordre.

Le président.—Je ne vois pas ce point d'ordre.

M. McDougall.—Je répète que mon collègue a proféré un mensonge, et le même droit je que les remarques ont strictement parlementaire, conformes à la pratique et aux précédents du parlement britannique et de ce Sénat pendant cinquante ans, et j'ai le droit de m'en servir.

M. Conness.—Le sénateur McDougall ne représente la Californie ni personnellement ni moralement, il a été élu par cet Etat il y a cinq ans, et depuis il n'y est jamais revenu pour voir ses constituants ou en être vu. J'ai été forcé de m'asseoir ici et de me soumettre aux corrections et aux représentations de ce dénommé. Je lui supporterai, et je siége à côté de ce homme qui, loin de représenter le commonwealth élevée, mo-rale et intelligente de la Californie, cette grande nouveauté, est assis en plâtre vivant dans un fauteuil, objet de pitié pour tous. De toute, je me suis voilé les yeux plus d'une fois en présence de ses exhibitions. Mes collègues doivent comprendre à présent que je ne suis pas de sang froid devant cette dégradation; sans silencieux et tranquille, et même rempli de pitié pour mon collègue, j'attendais le temps où il terminerait sa carrière officielle, et où il cesserait ainsi de déshonorer ses constituants et le Sénat. Je répète seulement l'fait qu'il m'a honoré de ses calomnies, mais le caractère américain et le Sénat des Etats Unis. Mais je ne saurais supporter cette situation plus sérieuse et déconcertante qu'il a faite en ma contre moi. Il m'a traité de menteur; il n'a-saurait pas le faire de cette manière.

M. McDougall, brandissant du poing sur son bureau.—Ma foi si, je le ferai.

M. Conness.—M. le président, je n'ose pas répliquer, de peur de compromettre toi mon caractère sénatorial. Je ne me prosternerai, car il faudrait demander l'expulsion du sénateur pour ses inconvenances répétées et ses insultes continuées à la dignité de ce corps. Il n'a aussi de violer l'ordre, le décorum et la dignité, sans que la patience n'ait plus désormais une vertu. Il n'est pas nouveau de faire peser sur quelques-uns la responsabilité d'une condamnation plus sévère! Loin de se réformer et de s'amender, il s'a fait que se dégrader de plus en plus, jusqu'à ce que, n'ayant plus de caractère à maintenir, il ait cessé sans la haute de ce matin.

M. Johnson.—Il vaudrait mieux ne pas pouvoir suivre une discussion de ce genre.

M. McDougall. — Je veux qu'elle continue, moi.

M. Johnson.—A votre aise.

M. Conness.—J'ai fini mes remarques sur mon collègue: je regrette profondément qu'elles aient des inconvénients, mais je pouvais dire mieux à la suite de la provocation dont j'ai été l'objet.

M. McDougall.—Je ne servirai d'un langage plus convenable que mon collègue, dont je ne parlerai pas comme d'un séducteur sobre, mais superficiellement insolent. Voilà une petite histoire qui va bien au cas actuel! C'est celle d'un individu nommé Pettigrew, de la Caroline du Sud, qui avait gagné un procès contre une famille; un membre belligérant de cette famille le rencontra un jour, et marchant à lui, il lui dit: «Vous êtes un sacré menteur.» Pettigrew ne fit pas attention, et continua de marcher. «Vous êtes une sacrée canaille (de Dieu.)» Pettigrew ne fit pas attention, et l'autre dit: «Pettigrew, vous êtes un sacré fils de p....., mon d..... I....» (*Note.*—M. McDougall a dit les mots précédents en toutes lettres, et l'on sait qu'il sont encore plus ignobles, s'il est possible, en anglais qu'en français. La sténographie n'a pas été plus chaste que le sénateur californien, et a reproduit textuellement ces expressions, qu'il s'abstient dans les colonnes de nos correspondances.)

Le président.—De pareilles histoires, dans un tel langage, ne doivent pas être répétées devant le sénat.

M. McDougall.—Je me doute à moi-même de faire quelques remarques. Quand j'ai été élu sénateur, c'est mon seul mérite qui m'a fait passer, et, et aussi parce que j'étais reconnu une électeur bien protégé dans le débat.

Le président.—Je m'efforcerai toujours de protéger les sénateurs dans la discussion.

M. McDougall.—Je désire connaître un point d'ordre. Mon collègue a fait une allégation qui m'est personnelle, en ce qui est un point de fait. Puisqu'il a fait une assertion mensongère, il est strictement parlementaire que j'aie le droit de déclarer cette assertion un mensonge et de rappeler le sénateur à l'ordre.

M. Sumner.—Mon avis est que l'orateur ne peut avoir l'autorisation de continuer; il arrive à une discussion.

M. McDougall.—C'est un point d'ordre.

Le président.—Je ne vois pas ce point d'ordre.

M. McDougall.—Je répète que mon collègue a proféré un mensonge, et le même droit je que les remarques ont strictement parlementaire, conformes à la pratique et aux précédents du parlement britannique et de ce Sénat pendant cinquante ans, et j'ai le droit de m'en servir.

M. Conness.—Le sénateur McDougall ne représente la Californie ni personnellement ni moralement, il a été élu par cet Etat il y a cinq ans, et depuis il n'y est jamais revenu pour voir ses constituants ou en être vu. J'ai été forcé de m'asseoir ici et de me soumettre aux corrections et aux représentations de ce dénommé. Je lui supporterai, et je siége à côté de ce homme qui, loin de représenter le commonwealth élevée, morale et intelligente de la Californie, cette grande nouveauté, est assis en plâtre vivant dans un fauteuil, objet de pitié pour tous. De toute, je me suis voilé les yeux plus d'une fois en présence de ses exhibitions. Mes collègues doivent comprendre à présent que je ne suis pas de sang froid devant cette dégradation; sans silencieux et tranquille, et même rempli de pitié pour mon collègue, j'attendais le temps où il terminerait sa carrière officielle, et où il cesserait ainsi de déshonorer ses constituants et le Sénat. Je répète seulement l'fait qu'il m'a honoré de ses calomnies, mais le caractère américain et le Sénat des Etats Unis. Mais je ne saurais supporter cette situation plus sérieuse et déconcertante qu'il a faite en ma contre moi. Il m'a traité de menteur; il n'aurait pas le faire de cette manière.

M. McDougall, brandissant du poing sur son bureau.—Ma foi si, je le ferai.

M. Conness.—M. le président, je n'ose pas répliquer, de peur de compromettre toi mon caractère sénatorial. Je ne me prosternerai, car il faudrait demander l'expulsion du sénateur pour ses inconvenances répétées et ses insultes continuées à la dignité de ce corps. Il n'a aussi de violer l'ordre, le décorum et la dignité, sans que la patience n'ait plus désormais une vertu. Il n'est pas nouveau de faire peser sur quelques-uns la responsabilité d'une condamnation plus sévère! Loin de se réformer et de s'amender, il s'a fait que se dégrader de plus en plus, jusqu'à ce que, n'ayant plus de caractère à maintenir, il ait cessé sans la haute de ce matin.

L'Autriche aurait même, paraît-il, demandé à la prussie à ces Etats la mobilisation de leurs contingents, qui forment les 7e, 8e, 9e et 10e corps de l'armée fédérale. Les journaux de Berlin ne font aucune allusion direct que cette demande n'a pas été agréée.

Le conflit diplomatique n'a pas fait un pas. La Prusse cherche évidemment à gagner du temps pour se rompre officiellement que le plus tard possible avec les petits Etats. M. de Bismark a dit à M. Favre, un de ses amis, que les délibérations entre le roi et M. de Bismark se suivent de près à Berlin, mais sans que jusqu'ici l'accord fasse un résultat définitif. Il y a évidemment dans la politique prussienne un nouveau temps d'arrêt qui n'est ni la guerre ni la paix, mais qui ne désespère par l'un ou l'autre aspect. Dans le doute, on se recorde en ces deux alternatives, et le roi Guillaume persiste dans les sentiments qu'il l'animaient au commencement.

Le *Journal de la Cour* dit que le général Duke a reçu l'ordre péremptoire d'envoyer à Berlin Do les Adjudants qui avaient été mises par des paroles et mis en quarantaine.

New York, 26.—Voici des nouvelles additionnelles par le City of Boston.

Liverpool, 13 avril.—Les ventes de coton de la semaine ont été de 48,000 balles; il y a eu des ventes à terme, et le marché ferme avec une nouvelle baisse et une tendance à la hausse. L'approvisionnement est de six cent mille balles.

Les Consolidés sont à 85 7/8 à 86 1/8. Il y a une diminution de £18,000 dans l'encaisse métallique de la Banque.

New York, 26 avril, midi.—Le coton du coton est nominale, avec une tendance à la hausse. Le marché est calme.

Il est en hausse à 43 7/8.

Broadway Theatre.

Troupe française sous la direction de M. Ravel.

Ce soir, 27 avril, représentation extraordinaire, donnée par M. Ravel, avec le concours de Mlle Ozanne, Mme Ravel, MM. Ravel, Ozanne, Lacroix, Lemaire, Lefebvre, Lemaire, Lefebvre, Lemaire, Lefebvre